

page 5

éditorial



Par son destin électoral, la Turquie nous administre plusieurs leçons sur un monde plus fluide, plus neuf, que celui qu’annonçaient nos réflexes occidentaux.

Première leçon : la dichotomie démocraties/dictatures qui domine le récit à l’Ouest depuis la chute de l’URSS, et plus encore aujourd’hui face à la Chine ou à la Russie – voir l’« alliance des démocraties » promue par les États-Unis... –, n’est centrale que dans notre propre discours. Face à un régime turc dans l’entre-deux et en fortes difficultés économiques, son électorat se détermine à partir de considérants qui lui sont propres. La structuration idéologique qu’entend imposer l’Occident n’est pas fonctionnelle hors de ses frontières, tout en étant désormais contestée en son centre même.

Deuxième leçon : la balance reste possible face à la guerre d’Ukraine. La Turquie hérite de sa position géographique, ainsi que de sa tradition historique et diplomatique, de cartes multiples qu’elle a jouées avec l’objectif de maximiser ses avantages sur tous les fronts : vis-à-vis des alliés occidentaux auxquels elle est plus que jamais nécessaire ; de Moscou, dont elle reste un interlocuteur à la fois redouté et privilégié ; vis-à-vis de Kiev avec qui elle a des liens anciens ; et, globalement, vis-à-vis d’un Sud proche dont elle se fait le porte-voix avec tous ses moyens diplomatiques, militaires et de *soft power*. L’exemple ne sera certainement pas ignoré de grands acteurs du « Sud » plus loin du conflit et donc plus portés à la distance politique, comme l’Inde mais aussi le Brésil ou l’Indonésie, invités privilégiés du dernier G7 japonais.

L’information principale du « révélateur » turc – à défaut d’être neuve – est qu’en toute hypothèse prévaut l’intérêt national, et lui seul. Vérité trop souvent travestie ou niée par les institutions de la vertueuse Europe occidentale. Les positions turques ou indiennes analysées dans ce numéro de *Politique étrangère* sont éloquentes. La question est donc désormais de savoir si certains intérêts nationaux peuvent s’équilibrer, s’organiser, voire s’harmoniser autour d’enjeux communs – sans pour autant croire à quelque unification du monde : la mondialisation n’a pas tué le politique...

La Turquie nous redit enfin que la géographie et la distribution de la puissance évoluent. À la fois parce que l’absence de système régulateur central laisse le champ libre aux affirmations étatiques ou nationales, et parce que ces affirmations peuvent miser sur des ressources à valeurs renouvelées comme les positions géographiques clés, les matières premières, les technologies nouvelles, etc.

La leçon turque affirme que la géographie politique du monde change, appelant à une pensée plus adaptée, plus fluide, pour le saisir dans ses diversités et ses contradictions. Bien au-delà de nos vieux modèles – démocraties/dictatures, Nord/Sud, attente de nouveaux « blocs » –, la complexité est de nouveau visible, même en temps de guerre *a priori* pourtant peu propice aux distinctions.

* * *

Dans les schémas simples d’hier, le nouveau duopole États-Unis/Chine était acté. La formidable croissance chinoise des dernières décennies installait Pékin au premier rang des puissances d’un monde nouveau, la seule question demeurant ouverte étant celle de l’espace de sa domination.

La Chine pèse certes désormais lourd, très lourd, économiquement, financièrement et diplomatiquement. Mais ses perspectives économiques paraissent aujourd’hui moins brillantes, comme si une phase de développement s’achevait sans que s’ouvrent clairement d’autres perspectives.

Une population déjà vieillissante, une main-d’œuvre bientôt moins abondante et qu’il faudra rémunérer davantage, un système financier à la stabilité incertaine, des investissements extérieurs peinant à se concrétiser dans des cadres juridiques contraints, des problèmes environnementaux massifs, à l’échelle du pays, et un développement échevelé : l’économie chinoise reste sans nul doute déterminante pour l’ensemble de la planète, mais sur des voies mal balisées. L’investissement massif dans les technologies nouvelles permettra-t-il à Pékin de confirmer son avancée, ou les prohibitions américaines parviendront-elles à freiner le nouveau cours ? Le poids et la posture de l’Inde pourraient-ils changer la donne dans l’arrière-cour même de Pékin ? Ou la question de Taïwan bousculer l’échiquier tout entier ?

Le choix de Washington d’ériger la Chine en rival premier et « officiel » installe cette dernière, de fait, dans une position de leader du monde non américain, d’un supposé « Sud global ». Cette position est évidemment ambiguë. Pékin défend contre l’« Occident » les modes d’être très divers des pays d’Asie, d’Afrique ou d’Amérique latine – cette diversité suffisant, au demeurant, à dissoudre l’idée même de « Sud global »... Mais la Chine sait très bien que son développement ne peut, à court terme, souffrir un divorce d’avec une économie mondiale dont l’Amérique et l’Europe sont des éléments clés. Quant à son supposé leadership, il n’est ni reconnu ni recherché par les grands pays du Sud qui, une fois encore,

exercent leur droit de « balance » dans un monde dérégulé, sans système central d'adhésion ou de contrainte. L'alignement n'est plus la norme, non plus qu'un imaginaire multi-alignement, remplacés par une souplesse diplomatique dont témoignent hautement les vedettes du moment : Turquie, Inde, Brésil, Arabie Saoudite...

Le développement économique chinois, ses succès et ses difficultés, pèseront lourd dans le monde de demain, dans sa recomposition, mais nous ignorons largement à quel degré et suivant quelles modalités. D'autant que nombre d'inconnues dépendent du devenir du régime chinois lui-même. Il n'est pas menacé d'effondrement politique mais la dynamisation de son économie pourrait exiger une relativisation du poids de l'État, à l'inverse de la tendance actuelle, qui mettrait donc en cause le système resserré par Xi Jinping autour de la puissance du parti-État.

* * *

Dans ce contexte, les Européens sont, aux yeux du « Sud », focalisés sur leurs problèmes, qu'ils imaginent être ceux du monde... Certes, la guerre d'Ukraine mobilise très légitimement leur attention et leurs aides. Mais elle ne devrait pas gommer d'autres défis, que rappelle ce numéro de *Politique étrangère*.

L'Union européenne (UE) sera profondément transformée par la guerre d'Ukraine et les élargissements qu'elle laisse entrevoir. Il lui faudra résoudre de lourds problèmes économiques, institutionnels, mais aussi politiques et moraux : les espaces européens voués à intégrer l'Union n'héritent pas des mêmes trajets historiques, des mêmes récits sur leurs héritages politiques. La concurrence des mémoires, dans une Union jusqu'ici fondée sur la liquidation d'une guerre anti-nazie, pourrait s'avérer un élément essentiel des débats européens.

Au-delà, les défis proprement sécuritaires ne pourront pour les Européens de demain se résumer à l'héritage de la Seconde Guerre mondiale augmenté de celui de la guerre d'Ukraine. On en donne ici plusieurs exemples – le développement d'une délinquance internationale sur base de narcotrafic qui en vient à menacer la stabilité même d'États membres de l'UE, les défis du continent africain où, du Sahel à la Corne, prolifèrent les malheurs... – qui confirment bien que l'Europe n'est pas à elle seule le monde.

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2023

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>